

## Un nouveau round du dialogue inter-burundais du 19 au 24 octobre à Arusha

PANA, 05 octobre 2018 Burundi : Le 5ème round du dialogue inter-burundais prévu du 19 au 24 octobre sous la médiation Est-africaine Bujumbura, Burundi - Un « cinquième et dernier round » du dialogue inter-burundais de sortie de la crise politique suite aux élections controversées et émaillées de violences de 2015 est prévu du 19 au 24 octobre prochain à Arusha, en Tanzanie, sous l'impulsion de la Communauté d'Afrique de l'Est, a-t-on appris jeudi, de source diplomatique à Bujumbura.

L'ultime session fait suite à d'intenses consultations avec les représentants du gouvernement burundais et des acteurs politiques de l'opposition à l'intérieur et en exil, les anciens chefs d'Etat burundais et les délégués de l'Union européenne (UE) à Bujumbura, annonce le bureau local de l'ancien président tanzanien, en même temps Facilitateur dans le dialogue inter-burundais, Benjamin William M.Kapa. L'objet du cinquième round est de parvenir à un accord sur une « Feuille de route » devant guider de nouvelles élections générales en 2020, selon la même source. Au cours des précédents rounds, le Facilitateur tanzanien n'était pas parvenu à asseoir les protagonistes de la crise burundaise autour d'une même table de discussions, se heurtant à de profondes divergences liées essentiellement au contentieux électoral mal résolu de 2015. La récente annonce du chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, de ne pas se représenter en 2020 constitue un développement nouveau de nature à décrier l'atmosphère politique au Burundi et à créer des conditions favorables au dialogue, de l'avis des analystes à Bujumbura. On attribue généralement l'origine de la grave crise électorale de 2015 à l'officialisation de la candidature du chef d'Etat sortant à un troisième quinquennat jugé « de trop » dans les milieux de l'opposition et jusque dans le camp présidentiel. L'Union africaine (UA) est aussi fortement impliquée dans la recherche d'une solution négociée à la crise politique burundaise qui a encore déstabilisé socialement et économiquement la société burundaise. Un récent rapport des Nations Unies fait savoir que le nombre de réfugiés burundais de la crise est actuellement estimé à 394.778, ce qui représente 3,7% de la population totale du pays. Le « Plan de réponse humanitaire 2018 » de l'Office des Nations Unies pour les affaires humanitaires (OCHA) parle de vulnérabilité des populations du Burundi qui s'est aggravée pour plus de 3,6 millions de personnes dans le besoin d'assistance, soit une augmentation de plus de 18% depuis 2016, ce qu'a toutefois contesté le pouvoir burundais. Au terme de sa 794ème réunion du 19 septembre 2018, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a réaffirmé le « plein soutien » de l'Union africaine aux efforts de médiation, déployés par la Communauté de l'Afrique de l'Est pour soulager la souffrance des populations burundaises. A cet égard, le Conseil « encourage toutes les parties prenantes burundaises à participer pleinement au cinquième cycle du dialogue inter-burundais, prévu du 19 au 24 octobre 2018, à Arusha, en Tanzanie ». En outre, le Conseil demande à la Commission de l'UA d'accompagner le Burundi dans ses efforts « en vue de la tenue d'un dialogue inclusif, du renforcement de la démocratie et du respect des droits de l'homme ». Par ailleurs, le Conseil « prend note de la paix et de la stabilité relatives qui règnent au Burundi » et « réaffirme, une fois encore », l'attachement de l'UA au « respect scrupuleux de la lettre et de l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation d'août 2000, qui constitue la pierre angulaire de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Burundi et dont l'UA et les pays de la région sont garants, ainsi que les membres de la communauté internationale ». L'accord d'Arusha a permis de mettre fin à la guerre civile de 1993 à 2006 qui a fait au moins 300.000 tués et poussé en exil autour d'un million d'autres citoyens. L'accord avait encore stabilisé le pays pendant 15 ans grâce à un partage du pouvoir plus équitable entre les deux principales ethnies antagonistes des Hutu (majoritaires) et des Tutsi (minoritaires), avant que n'éclate une nouvelle grave crise majeure dans ce pays des Grands lacs africains.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});